

**Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/1181
16 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 16 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM
DE LA MISSION DES ÉTATS-UNIS AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

Les forces de la coalition ont entrepris des opérations contre des objectifs militaires en Iraq. L'opération militaire engagée est d'envergure. Nous attaquons les programmes d'armes de destruction massive de l'Iraq et sa capacité de menacer ses voisins.

Les forces de la coalition agissent en vertu du mandat conféré par les résolutions du Conseil de sécurité. Cette intervention est une réaction nécessaire et mesurée au fait que le Gouvernement iraquien continue de refuser de satisfaire aux exigences des résolutions du Conseil de sécurité, ainsi qu'à la menace qu'il fait courir à la paix et à la sécurité internationales en maintenant ce refus. En menant cette action, nos forces ont pris des mesures appropriées pour se prémunir contre toute ingérence de l'Iraq et ont pris toutes les précautions possibles pour éviter que cette action n'entraîne des pertes parmi les civils et des dommages indirects.

Le Conseil le sait bien, la force militaire n'a été employée que lorsqu'il est devenu évident que la diplomatie ne pouvait plus rien. La coalition a été contrainte d'intervenir et le Gouvernement iraquien porte l'entière responsabilité des conséquences de cette opération militaire. Nous n'avons pas agi dans la précipitation. Bien au contraire, les États-Unis d'Amérique se sont employés avec sincérité et constance, ces derniers mois, à élaborer de concert avec leurs partenaires au Conseil de sécurité un règlement pacifique de la situation d'affrontement créée par l'Iraq. Pour des raisons que Saddam Hussein connaît mieux que quiconque, l'Iraq a choisi une autre voie.

À la suite de la libération du Koweït de l'occupation iraquienne en 1991, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 687 (1991) du 3 avril 1991, a ordonné un cessez-le-feu; mais il a également imposé à l'Iraq plusieurs conditions essentielles, y compris l'élimination des armes de destruction massive de ce pays, et l'a obligé à accepter les inspections de l'Organisation des Nations Unies en Iraq.

Dans ses résolutions – dont, outre la résolution 687 (1991), les résolutions 707 (1991) du 15 août 1991, 715 (1991) du 11 octobre 1991, 1154 (1998) du 2 mars 1998, 1194 (1998) du 9 septembre 1998 et 1205 (1998) du

5 novembre 1998 –, le Conseil a précisé et rappelé ces conditions, à savoir fournir "un état complet et définitif" de tous les aspects de ses programmes de développement d'armes de destruction massive et faire en sorte que la Commission spéciale des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) aient accès "immédiatement, inconditionnellement et sans restriction à la totalité des zones, installations, équipements, relevés et moyens de transport qu'elles souhaitent inspecter". L'exécution par l'Iraq des obligations qui lui sont ainsi imposées est un élément essentiel de la paix et de la sécurité internationales dans la région.

L'Iraq a pris de nombreuses mesures qui constituent des violations flagrantes et patentes de ces dispositions. À plusieurs reprises, le Conseil a affirmé que des actions irakiennes analogues constituaient pareilles violations, ainsi qu'une menace à la paix et à la sécurité internationales. À notre avis, le Conseil n'a pas à reformuler ses conclusions à chaque fois.

Il y a exactement un mois, le 14 novembre 1998, le Gouvernement irakien s'est engagé à coopérer pleinement et inconditionnellement avec la Commission spéciale, comme les résolutions du Conseil de sécurité le lui imposaient. Le Gouvernement irakien a fait savoir qu'il avait pris "une décision claire et inconditionnelle tendant à reprendre la coopération avec la Commission spéciale et l'AIEA". L'Iraq a indiqué que les inspecteurs pourraient "reprendre sans délai toutes leurs activités conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité". Il convient de noter que l'Iraq n'a levé les restrictions imposées à la Commission spéciale et à l'AIEA et n'a donné ces assurances que confronté à une menace crédible d'usage de la force. La force militaire n'a toutefois pas été employée à ce moment-là parce que les États-Unis, ainsi que les autres membres du Conseil de sécurité, cherchant à régler par des moyens pacifiques la situation créée par l'Iraq, ont choisi d'accorder à l'Iraq une chance supplémentaire de prouver ses intentions.

C'est là que l'Iraq n'a pas tenu ses promesses. Comme l'indique bien le rapport de la Commission spéciale en date du 15 décembre 1998, l'Iraq n'a pas accordé la coopération totale qu'il avait promise le 14 novembre, à la suite de quoi la Commission spéciale s'est trouvée dans l'impossibilité de s'acquitter concrètement de sa tâche de désarmement prescrite par le Conseil de sécurité.

En refusant de remettre à la Commission spéciale les documents et informations disponibles qu'elle demandait dans le cadre de son mandat, en imposant de nouvelles restrictions aux inspecteurs et en refusant à maintes reprises à la Commission spéciale l'accès aux installations qu'elle souhaitait inspecter, l'Iraq a une fois de plus agi en violation flagrante et patente de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

À la suite des violations répétées, flagrantes et patentes des obligations que lui imposent les résolutions 687 (1991), 707 (1991), 715 (1991), 1154 (1998), 1194 (1998), 1205 (1998) et autres – sans même parler du fait qu'il n'a pas tenu ses propres engagements – la coalition a aujourd'hui exercé les pouvoirs que lui confère le Conseil de sécurité dans sa résolution 678 (1990) du 29 novembre 1990, selon laquelle les États Membres peuvent employer tous les moyens nécessaires pour obtenir de l'Iraq qu'il respecte les résolutions du Conseil et restaure la paix et la sécurité internationales dans la région. Si

/...

l'Iraq s'avisait d'attaquer les forces de la coalition ou d'engager une opération d'agression contre un État voisin, la coalition interviendrait rapidement pour l'en empêcher.

La force militaire a été rendue nécessaire par la persistance avec laquelle l'Iraq refuse d'exécuter ses obligations. Les États-Unis n'ont pas recherché l'affrontement et n'ont pas pris cette décision à la légère. La coalition attend à présent de l'autorité suprême de l'Iraq qu'elle applique sans délai et sans condition les prescriptions des résolutions du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) A. Peter BURLEIGH
